

Domat droit public

Droit du contentieux constitutionnel

DOMINIQUE
ROUSSEAU

Préface de Georges Vedel

9^e édition

Montchrestien

lextenso éditions

TABLE DES MATIÈRES

Préface	7
Introduction	11
Première partie LA NAISSANCE D'UNE NOUVELLE INSTITUTION : LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL	21
CHAPITRE 1 LA LENTE MONTÉE EN PUISSANCE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL	23
SECTION 1 L'indécision du constituant originaire	23
§ 1. La naissance compliquée du Conseil constitutionnel	23
A. Une volonté positive : contenir le Parlement	24
B. Une volonté négative : éviter un véritable contrôle de la constitutionnalité des lois	27
§ 2. L'auto-émancipation du Conseil constitutionnel	30
A. L'action propre du Conseil constitutionnel : les années 1960	30
B. Le tournant jurisprudentiel de 1971	33
SECTION 2 L'intervention décisive du constituant dérivé	36
§ 1. La réforme de 1974 : l'ouverture du Conseil à la minorité parlementaire	37
A. L'extention du droit de saisine à soixante députés ou sénateurs	37
B. La logique politique de la réforme	38
§ 2. La réforme de 2008 : l'ouverture du Conseil aux justiciables	40
A. Le débat constitutionnel sur le contrôle a posteriori	40
B. La question prioritaire de constitutionnalité	43
CHAPITRE 2 L'IMPLANTATION RÉUSSIE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL	47
SECTION 1 Le Conseil constitutionnel, clef de vote du système constitutionnel	47
§ 1. Une position conquise	47
A. Le Conseil, organe essentiel du processus législatif	47
B. Le Conseil, organe essentiel de la régulation politique	49
§ 2. Une position discutée	52
A. La légitimité discutée du Conseil : les crises de 1986, 1993 et 2000	52

	B. La légitimité recherchée du Conseil constitutionnel	95
SECTION 2	Le Conseil constitutionnel, cour suprême du système juridictionnel ?	98
	§ 1. Le mode de nomination imparfait des juges constitutionnels	99
	A. Un mode de nomination juridiquement libre	99
	B. Le statut des juges constitutionnels	100
	§ 2. La mutation juridictionnelle du Conseil constitutionnel	105
	A. La qualité juridictionnelle discutée du Conseil	106
	B. La qualité juridictionnelle affirmée du Conseil	111
Deuxième partie LES PRINCIPES DU CONTRÔLE DE LA CONSTITUTIONNALITÉ A PRIORI		113
TITRE 1	LES INSTRUMENTS DU CONTRÔLE	115
CHAPITRE 1	LES TEXTES DE RÉFÉRENCE	117
SECTION 1	L'étendue du « bloc de constitutionnalité »	117
	§ 1. Les textes inclus dans le bloc de constitutionnalité	117
	A. La déclaration de 1789 et le Préambule de 1946	118
	B. Les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République et les principes ayant valeur constitutionnelle	121
	§ 2. Les textes exclus du bloc de constitutionnalité	128
	A. Les lois organiques et les règlements des assemblées	129
	B. Les traités et accords internationaux	131
SECTION 2	La question de la hiérarchie des textes de référence	139
	§ 1. L'absence de hiérarchie juridique pré-établie	139
	A. L'hétérogénéité des textes constitutionnels	140
	B. L'égalité des textes constitutionnels	142
	§ 2. Une « mise en balance » concrète des principes constitutionnels	145
	A. Un arbitrage permanent des principes constitutionnels en conflit	146
	B. Une hiérarchie introuvable ?	149
CHAPITRE 2	LES TECHNIQUES DE CONTRÔLE	153
SECTION 1	Les différents types de contrôle	153
	§ 1. Les cas d'ouverture	153
	A. Le contrôle de la constitutionnalité « externe »	153
	B. Le contrôle de la constitutionnalité « interne »	141
	§ 2. Les moyens de contrôle	143
	A. L'interprétation	144
	B. Le test de proportionnalité	146
SECTION 2	Les différents types de décisions	153
	§ 1. La forme des décisions du Conseil	154
	A. Le contenu des décisions du Conseil	154
	B. L'autorité des décisions du Conseil	164

§ 2. L'exécution des décisions du Conseil.....	169
A. L'exécution par les pouvoirs publics	169
B. L'exécution par les autorités juridictionnelles.....	172

TITRE 2	LE DOMAINE DU CONTRÔLE.....	177
----------------	-----------------------------	-----

CHAPITRE 1	UN DOMAINE INITIALEMENT LIMITÉ	179
-------------------	--------------------------------------	-----

SECTION 1	Le régime général des lois ordinaires.....	179
§ 1. Un contrôle facultatif	179	
A. Les conditions relatives à la nature de l'acte	179	
B. Les conditions relatives à la qualité des requérants.....	184	
§ 2. Du contrôle a priori au contrôle a posteriori	188	
A. Les conditions relatives au délai	188	
B. Les conditions relatives à l'objet de la saisine	190	
SECTION 2	Les régimes particuliers des lois organiques, des règlements des assemblées et des engagements internationaux.....	193
§ 1. Le régime particulier du contrôle des lois organiques et des règlements des assemblées.....	193	
A. Le contrôle obligatoire des lois organiques	193	
B. Le contrôle obligatoire des règlements des Assemblées.....	195	
§ 2. Le régime particulier du contrôle des engagements internationaux ..	200	
A. Les deux procédures de contrôle.....	200	
B. Le domaine du contrôle	203	

CHAPITRE 2	UNE EXTENSION CONTINUE DU DOMAINE CONTRÔLÉ	213
-------------------	--	-----

SECTION 1	Le régime des lois référendaires et des lois constitutionnelles.....	213
§ 1. Le non-contrôle des lois référendaires	213	
A. Le régime de la loi référendaire proposée.....	214	
B. Le régime de la loi référendaire adoptée.....	216	
§ 2. Le non-contrôle des lois constitutionnelles.....	219	
A. Le débat doctrinal.....	220	
B. La levée des ambiguïtés jurisprudentielles : la décision du 26 mars 2003.....	223	
SECTION 2	Le régime des lois promulguées	225
§ 1. L'ouverture jurisprudentielle d'un contrôle limité des lois promulguées	225	
A. L'évolution générale de la jurisprudence constitutionnelle.....	226	
B. Les hypothèses particulières de contrôle de la loi promulguée	229	

§ 2. Vers un contrôle de constitutionnalité des lois promulguées par le Conseil d'État ?	231
A. L'arrêt <i>Nicolo</i> : un revirement jurisprudentiel attendu	232
B. La portée de l'arrêt <i>Nicolo</i>	235

Troisième partie LES PRINCIPES DU CONTRÔLE DE CONSTITUTIONNALITÉ A POSTERIORI : LA QPC	241
---	-----

CHAPITRE 1 LES CONDITIONS DE RECEVABILITÉ DE LA QPC	243
--	-----

SECTION 1	Les conditions relatives au texte contesté	243
§ 1.	Une disposition législative applicable au procès ordinaire	243
A.	La nécessité d'un procès ordinaire	243
B.	La nécessité du lien avec le litige	244
§ 2.	Une disposition législative non contrôlée	246
A.	Le principe : <i>non bis in idem</i>	246
B.	L'exception : la théorie du changement de circonstances	246
SECTION 2	Les conditions relatives aux normes constitutionnelles invoquées	249
§ 1.	Les normes relatives aux « droits et libertés »	249
A.	Les normes incluses dans la catégorie « droits et libertés »	249
B.	Les normes exclues de la catégorie « droits et libertés »	251
§ 2.	La reconnaissance d'une atteinte aux droits et libertés	259
A.	La reconnaissance des caractères sérieux ou nouveau de la question de constitutionnalité	259
B.	L'objet de l'atteinte : la disposition législative ou son interprétation jurisprudentielle ?	261

CHAPITRE 2 LES CONDITIONS DE JUGEMENT DE LA QPC	255
--	-----

SECTION 1	Les conditions de jugement de la QPC par les juridictions judiciaires et administratives	255
§ 1.	L'obligation de l'examen prioritaire de la QPC	255
A.	Une obligation procédurale	255
B.	Une obligation euro-compatible	256
§ 2.	Le déroulement de la procédure contentieuse	259
A.	Le déroulement de la procédure devant les juridictions du fond	259
B.	Le déroulement de la procédure devant les cours suprêmes	261
SECTION 2	Les conditions de jugement de la QPC par le Conseil Constitutionnel	262
§ 1.	La juridictionnalisation de la procédure contentieuse	262
A.	L'application des règles du procès juste et équitable	262
B.	L'application des règles du tribunal neutre et impartial	263
§ 2.	La portée des décisions QPC	264
A.	Le régime général des décisions QPC	264
B.	Le cas particulier des décisions d'abrogation	265

**Quatrième partie LES GRANDES POLITIQUES JURISPRUDENTIELLES
CONSTITUTIONNELLES**

269

TITRE 1	LES POLITIQUES JURISPRUDENTIELLES RELATIVES AUX INSTITUTIONS DE LA RÉPUBLIQUE	271
CHAPITRE 1	LES PRINCIPES D'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE DE LA RÉPUBLIQUE	273
SECTION 1	Les principes d'organisation du territoire	273
§ 1.	Les principes d'organisation de l'hexagone	273
A.	La construction d'un État décentralisé	274
B.	La reconnaissance de la diversité institutionnelle locale	281
§ 2.	Les principes d'organisation de l'outre-mer	285
A.	Les principes d'organisation des DOM/ROM et des COM	285
B.	Les régimes particuliers de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française	292
SECTION 2	Les principes d'organisation des pouvoirs	298
§ 1.	Le principe de la séparation des pouvoirs	298
A.	L'indépendance réciproque des trois pouvoirs	298
B.	La constitutionnalisation de la juridiction administrative	303
§ 2.	Le principe d'indépendance des juridictions	307
A.	Les principes d'indépendance et d'inamovibilité des juges	307
B.	Le principe de l'autorité judiciaire, gardienne de la liberté individuelle	312
CHAPITRE 2	LE CONTRÔLE DE LA DISTRIBUTION CONSTITUTIONNELLE DES POUVOIRS	321
SECTION 1	Le rétablissement de la compétence législative du parlement	321
§ 1.	L'extension continue du domaine législatif	322
A.	La multiplication des sources de compétence législative	322
B.	La remise en cause de la définition matérielle de la loi ?	326
§ 2.	La réduction de l'autonomie du pouvoir réglementaire	329
A.	Le maintien du domaine réglementaire	330
B.	Le partage du pouvoir réglementaire	334
SECTION 2	La défense des prérogatives gouvernementales dans la procédure législative	338
§ 1.	Le contrôle des règles de la procédure législative ordinaire	338
A.	Le contrôle du déroulement de la phase préparatoire	338
B.	Le contrôle du déroulement des phases de discussion et d'adoption	343
§ 2.	Le contrôle des règles de procédure budgétaire et financière	350
A.	Le contrôle de l'exercice des pouvoirs financiers du parlement	350
B.	Le contrôle des lois de règlement et des lois de financement de la Sécurité Sociale	358

TITRE 2	LES POLITIQUES JURISPRUDENTIELLES RELATIVES À LA REPRÉSENTATION POLITIQUE	362
CHAPITRE 1	LA DÉFINITION DES PRINCIPES DE LA REPRÉSENTATION POLITIQUE	367
SECTION 1	Le principe démocratique.....	367
§ 1.	Le pluralisme, une exigence constitutionnelle « valorisée ».....	367
A.	Le pluralisme, condition de la liberté de communication.....	368
B.	Le pluralisme, fondement de la démocratie	373
§ 2.	La souveraineté nationale, un principe préservé.....	376
A.	La souveraineté nationale, principe de la représentation politique....	377
B.	La souveraineté nationale, un principe limité par les règles internationales	383
SECTION 2	Le principe du suffrage.....	394
§ 1.	Le contrôle de l'expression égale du suffrage.....	394
A.	Le contrôle de l'expression égale des électeurs	394
B.	Le contrôle de l'expression égale des candidats	398
§ 2.	Le contrôle de la représentation égale du suffrage	403
A.	Le contrôle des bases démographiques de la représentation	404
B.	Le contrôle des bases territoriales de la représentation	408
CHAPITRE 2	LE CONTRÔLE DES ÉLECTIONS POLITIQUES NATIONALES	415
SECTION 1	Le contrôle des élections parlementaires.....	415
§ 1.	La spécificité du régime contentieux des élections parlementaires	416
A.	Les caractéristiques de la procédure contentieuse	416
B.	Les pouvoirs de contrôle du conseil	419
§ 2.	La politique de contrôle du conseil	422
A.	Les faits constitutifs d'irrégularités.....	423
B.	Les irrégularités donnant lieu à l'annulation de l'élection	425
SECTION 2	Le contrôle de l'élection présidentielle et du référendum	429
§ 1.	Le contrôle de l'élection présidentielle	429
A.	Le contrôle des actes préparatoires à l'élection présidentielle.....	429
B.	Le contrôle du déroulement du scrutin, des réclamations et la proclamation des résultats	434
§ 2.	Le contrôle du référendum.....	437
A.	Le contrôle des actes préparatoires au référendum.....	437
B.	Le contrôle du déroulement du scrutin, des réclamations et la proclamation des résultats	440

Cinquième partie LE DROIT CONSTITUTIONNEL À L'ÉPREUVE DE LA JUSTICE CONSTITUTIONNELLE, OU UN NOUVEAU DROIT CONSTITUTIONNEL		445
TITRE 1	LA TRANSFORMATION DE LA NOTION DE CONSTITUTION	447
CHAPITRE 1	LA CONSTITUTION, CHARTE JURISPRUDENTIELLE DES DROITS ET LIBERTÉS	449
SECTION 1	La création continue de droits et libertés	449
§ 1.	La constitutionnalisation continue des droits et libertés classiques	449
A.	La constitutionnalisation des libertés de la personne	450
B.	La constitutionnalisation des libertés de la pensée	456
§ 2.	La constitutionnalisation continue des droits économiques et sociaux	462
A.	La constitutionnalisation du droit de propriété et de la liberté d'entreprise	463
B.	La constitutionnalisation des droits sociaux	468
SECTION 2	L'extension continue du principe d'égalité	478
§ 1.	La valeur constitutionnelle du principe d'égalité	478
A.	La force du principe d'égalité	478
B.	Les composants du principe d'égalité	482
§ 2.	Le traitement jurisprudentiel du principe d'égalité	485
A.	Le contrôle des justifications des atteintes au principe d'égalité	486
B.	La portée du contrôle du principe d'égalité	493
CHAPITRE 2	LA CONSTITUTION, FONDEMENT DU SYSTÈME JURIDIQUE ET POLITIQUE	499
SECTION 1	Les droits saisis par la constitution	499
§ 1.	La constitutionnalisation du droit public	499
A.	Les bases constitutionnelles du droit public proprement dit	500
B.	Les bases constitutionnelles des matières pénales	504
§ 2.	La constitutionnalisation du droit privé	512
A.	Les bases constitutionnelles du droit privé	512
B.	La portée de la constitutionnalisation du droit privé	517
SECTION 2	La politique saisie par la constitution	520
§ 1.	La mesure de la juridicisation de la politique	520
A.	La juridicisation des débats politiques	520
B.	La juridicisation de l'action politique	523
§ 2.	La portée de la juridicisation de la politique	527
A.	La controverse doctrinale	527
B.	Pour une analyse interdisciplinaire	530
TITRE 2	LA TRANSFORMATION DE LA NOTION DE DÉMOCRATIE	535
CHAPITRE UNIQUE	VERS LA DÉMOCRATIE CONSTITUTIONNELLE	537

SECTION 1	Le juge constitutionnel, nouvelle figure de la démocratie.....	537
	§ 1. La consécration d'un espace séparé au profit des gouvernés.....	537
	A. Une nouvelle lecture de l'article 16 de la Déclaration de 1789.....	538
	B. La rupture de l'identification gouvernés-gouvernants.....	541
	§ 2. La consécration d'une nouvelle figure de la démocratie.....	543
	A. Le déclin des figures traditionnelles de la démocratie.....	543
	B. La revendication de la raison éthique et l'émergence de la figure du juge.....	546
SECTION 2	La légitimité du nouveau pouvoir du juge constitutionnel.....	548
	§ 1. Les réponses positivistes et jus-naturalistes.....	549
	A. La réponse positiviste.....	549
	B. La réponse jus-naturaliste.....	551
	§ 2. Une proposition : une légitimité fondée sur la notion nouvelle de démocratie.....	553
	A. Critique des présupposés positivistes et jus-naturalistes.....	554
	B. La démocratie constitutionnelle, fondement de la légitimité du rôle du Conseil constitutionnel.....	557
<hr/>		
	Indications bibliographiques.....	565
<hr/>		
	Index alphabétique.....	569
<hr/>		